



Assemblée générale

Distr. générale
28 mars 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Points 139 et 140 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2025

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2025

Titre IV

Coopération internationale pour le développement

Chapitre 11

Appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons

Programme 9

Appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063 de l'Union africaine :
L'Afrique que nous voulons – partenariat stratégique pour l'avancement de la
mise en œuvre

Engagement en faveur des plans de mise en œuvre de l'Agenda 2063

Table des matières

	Page
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	3
Orientations générales	3
Programme de travail	8
Sous-programme 1. Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063.	8

* A/79/50.

** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution 77/267, la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution du programme (partie II) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.



Sous-programme 2. Coordination régionale de l'appui des Nations Unies à la mise en œuvre intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063.	14
Sous-programme 3. Activités d'information et de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063.	19
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***.	23
Vue d'ensemble.	23
Direction exécutive et administration.	31
Programme de travail.	33
Sous-programme 1. Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063.	33
Sous-programme 2. Coordination régionale de l'appui des Nations Unies à la mise en œuvre intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063.	34
Sous-programme 3. Activités d'information et de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063.	35
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2025.	37
II. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes.	38

*** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

- 11.1 Dans le cadre de son appui au Secrétaire général, le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique est chargé des missions suivantes : garantir une approche cohérente et intégrée de l'appui fourni par l'Organisation des Nations Unies à l'Afrique ; encourager le renforcement de la cohérence des activités menées par le système des Nations Unies et l'Union africaine à l'appui de l'Agenda 2063 ; assurer le suivi de l'application de tous les textes issus des conférences et réunions des Nations Unies ayant trait à l'Afrique ; coordonner et guider l'élaboration des rapports et des contributions ayant trait à l'Afrique ; prendre l'initiative de l'établissement de rapports sur des questions critiques touchant l'Afrique ; assurer le suivi et l'évaluation des mesures prises pour tenir les engagements en faveur du développement de l'Afrique pris au titre des objectifs de développement durable ; et coordonner le plaidoyer mené au niveau mondial à l'appui de l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) est chargée de promouvoir le développement économique et social de ses États membres, de favoriser l'intégration intrarégionale et d'encourager la coopération internationale pour le développement de l'Afrique. Elle a pour mandat d'intervenir aux niveaux régional et sous-régional pour mobiliser les ressources de l'ONU et les mettre au service des priorités de l'Afrique. La CEA accorde une attention particulière aux activités suivantes : recueillir des statistiques régionales originales et actualisées permettant d'appuyer, à l'aide de données claires et objectives, ses activités de recherche sur les politiques et de mobilisation ; promouvoir le consensus sur les politiques ; et offrir une aide au développement des capacités et des services consultatifs. Le Département de la communication globale, quant à lui, sensibilise la communauté internationale aux problèmes d'ordre économique, politique et social qui se posent en Afrique ainsi qu'aux mesures prises par les pays africains, l'ONU et la communauté internationale pour stimuler le redressement économique et favoriser un mode de développement durable dans cette région, dans le souci de contribuer à la réalisation des objectifs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et des objectifs de développement durable. Les mandats du Bureau, de la CEA et du Département découlent des priorités arrêtées par l'Assemblée générale dans des résolutions et décisions, dont les résolutions [32/197](#), [57/7](#), [57/300](#), [61/296](#), [66/293](#) et [78/244](#), et par le Conseil économique et social dans les résolutions [671 \(11V\)](#) A et 1998/46.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

- 11.2 En 2024, les États d'Afrique consacreront en moyenne 17 % de leurs recettes au remboursement de la dette, tandis que le maintien de taux d'intérêt élevés rendra prohibitif le modèle actuel d'emprunt pour le financement du développement. En 2025, le programme sera axé sur la promotion d'initiatives visant à renforcer la résilience à tous les niveaux, en particulier au moyen d'investissements dans l'infrastructure institutionnelle et le développement des capacités qui permettent aux pays africains de prévenir et d'atténuer efficacement les effets des chocs extérieurs et de s'attaquer aux causes profondes du surendettement. À cet effet, le programme continuera d'associer partenaires et parties prenantes aux fins d'écrire un nouveau discours sur l'Afrique, qui mette en relief et renforce le rôle de celle-ci en tant que partie prenante clé et protagoniste essentielle sur la scène mondiale ; qui introduise dans le débat mondial des questions essentielles pour le développement de l'Afrique, telles que la mobilisation des ressources nationales, l'accès à l'énergie rôle et la transition numérique ; qui soit sur l'Afrique par l'Afrique et pleinement adopté par l'Organisation des Nations Unies et au-delà.

- 11.3 La stratégie du programme sera appliquée en tenant compte des objectifs d'une Afrique émancipée, aux commandes de son propre développement afin de réaliser son potentiel de continent d'espoir, de promesses et de prospérité, avec l'aide du système international. Dans le cadre du programme, on renforcera les capacités en matière de données et les connaissances pour des services consultatifs et des activités de sensibilisation, de communication et de plaidoyer qui permettent de mobiliser le système des Nations Unies, les États Membres africains, les partenaires internationaux, la société civile et le secteur privé, aux niveaux mondial et régional, en faveur du projet de transformation de l'Union africaine et de la mise en œuvre conjointe du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 sur le continent.
- 11.4 Le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, la CEA et le Département de la communication globale entendent promouvoir le nouveau discours par une action coordonnée et complémentaire dans les domaines suivants : l'analyse des politiques et l'innovation, la recherche en matière de politiques et l'élaboration des politiques ; la mobilisation ; la communication ; la coordination mondiale et régionale ; le suivi et l'évaluation et l'appui aux États Membres. Le programme stratégique, élaboré en consultation avec le Groupe des États d'Afrique et d'autres parties prenantes continue de permettre d'articuler les activités du programme autour de six domaines sectoriels jugés essentiels pour le développement de l'Afrique en raison de leurs effets multiplicateurs : le changement de paradigme en ce qui concerne le financement du développement ; la réalisation du développement durable aux fins de l'instauration d'une paix durable ; la gouvernance, la résilience et le capital humain ; la science, la technologie et l'innovation ; l'industrialisation, le dividende démographique et le commerce, l'accent étant mis sur la Zone de libre-échange continentale africaine ; et un bouquet énergétique équilibré et l'adaptation aux changements climatiques. Compte tenu du rôle décisif que joue la jeunesse africaine dans le développement du continent, une attention particulière sera accordée à la promotion de politiques et de propositions axées sur la jeunesse dans chaque domaine sectoriel.
- 11.5 S'agissant de la coopération avec d'autres entités aux niveaux mondial, régional, national et local, on continuera, dans le cadre du programme, de coopérer étroitement avec les États Membres africains et les institutions de l'Union africaine, qui sont les principaux partenaires, en particulier avec la Commission de l'Union africaine, le secrétariat de l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, les communautés économiques régionales, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, entre autres. De plus, des partenariats continueront d'être encouragés avec un certain nombre d'États Membres, d'organisations internationales et de parties prenantes de la société civile, du secteur privé, des milieux universitaires, de groupes de réflexion et de la diaspora africaine afin de renforcer les méthodes communes et les synergies au titre de l'appui au développement de l'Afrique, dans les domaines clés définis dans la stratégie du programme.
- 11.6 S'agissant de la coordination et de la liaison interorganisations, la coordination au niveau stratégique sera assurée entre les entités des Nations Unies, par l'intermédiaire de l'équipe spéciale interdépartementale chargée des questions relatives à l'Afrique, notamment en définissant les priorités permettant de construire en mieux pour l'avenir, en promouvant la planification axée sur les résultats afin de mettre en place le Cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et en surveillant l'application des plans et priorités convenus. La Plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique assurera la coordination au niveau opérationnel entre les entités des Nations Unies sur le terrain et avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, appelant l'attention de l'équipe spéciale interdépartementale sur les domaines de travail pour lesquels des orientations stratégiques sont nécessaires ou des lacunes sont repérées, et fournissant les données et les informations nécessaires pour définir des priorités et assurer le suivi des activités des Nations Unies.
- 11.7 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Les pays africains continuent d'orienter leurs priorités vers la mise en œuvre de l'Agenda 2063 ;

- b) Les partenaires internationaux continuent de soutenir le développement durable de l'Afrique en versant des contributions financières, en fournissant un appui technique et en mettant en place des cadres d'orientation qui favorisent la prise de contrôle par les Africains et le renforcement de leurs moyens d'action ;
 - c) Le partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine est renforcé davantage par la poursuite de la mise en œuvre du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, l'approche renouvelée pour le Cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'adoption du cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour les droits de l'homme ;
 - d) Les organisations et les partenaires internationaux s'engagent à mettre en œuvre des projets et des programmes multipartites pour soutenir la mise en œuvre du Programme 2030, de l'Agenda 2063 et des priorités des pays africains ;
 - e) Les entités des Nations Unies participent activement aux travaux de l'équipe spéciale interdépartementale chargée des questions relatives à l'Afrique et de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique ;
 - f) Les parties prenantes externes et les partenaires potentiels, dont les organisations de médias, les institutions universitaires, les organisations de la société civile et les communautés créatives, continuent de participer aux activités menées dans les domaines prioritaires du programme ;
 - g) Les États Membres et les partenaires continuent d'œuvrer et de trouver des solutions ensemble pour atténuer les effets des chocs extérieurs sur l'Afrique.
- 11.8 Il est tenu compte des questions de genre dans les activités opérationnelles, les produits et les résultats du programme, selon qu'il convient. Une perspective de genre est intégrée dans tous les documents analytiques et politiques produits ainsi que dans les activités de plaidoyer menées dans le cadre du sous-programme 1, en mettant particulièrement l'accent sur l'importance des questions de paix, de sécurité et de développement pour l'autonomisation des femmes et des filles. Pendant les sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme, il est prévu de participer activement à des manifestations parallèles sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes organisées dans le cadre du sous-programme 1 avec des partenaires stratégiques. Une démarche soucieuse de l'égalité des sexes continuera d'être intégrée à toutes les activités du sous-programme 2 concernant l'élaboration et l'application des mesures que prend l'Organisation pour appuyer la mise en œuvre des priorités arrêtées par l'Union africaine, notamment l'utilisation de statistiques ventilées par sexe et la prise en compte des effets de la pandémie de maladie à *coronavirus* 2019 (COVID-19) sur l'emploi des femmes et l'augmentation de la violence domestique. Au titre du sous-programme 3, on assurera la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en élaborant et en diffusant des contenus informatifs, par la revue *Afrique Renouveau*, qui s'attaquent aux stéréotypes et à la discrimination contre les femmes, et en favorisant une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans tous les contenus multimédias, campagnes de promotion et manifestations.
- 11.9 Le programme sera exécuté en tenant compte de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, favorisera l'analyse, les recommandations et les propositions à même de promouvoir spécifiquement l'inclusion des personnes handicapées, et comprendra des mesures permettant d'améliorer l'accessibilité de ses produits et de ses manifestations.

Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 11.10 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le programme, qui a été revue pendant l'établissement du projet de budget-programme.

Résolutions de l'Assemblée générale

32/197	Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	70/1	Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030
57/2	Déclaration des Nations Unies sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	71/254	Cadre du nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique 2017-2027
57/7	Examen et évaluation finals du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	75/233	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
57/300	Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement	76/236 77/170	Planification des programmes
61/296	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine		Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
63/1	Déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique	78/263	Promotion d'une paix durable par la voie du développement durable en Afrique
69/313	Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Programme d'action d'Addis-Abeba)		

Résolutions du Conseil de sécurité

1197 (1998)	2282 (2016)
2033 (2012)	2457 (2019)

Résolutions du Conseil économique et social

1998/46	Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes	2022/25	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
2022/6	Aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique		

Sous-programme 1

Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063

Résolutions de l'Assemblée générale

53/92 ; 54/234 ; 57/296	Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique	74/302 ; 76/298	Application des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique
58/233 ; 78/262	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international	75/327	Application des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique
66/293	Mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique		

Sous-programme 2

Coordination régionale de l'appui des Nations Unies à la mise en œuvre intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063

Résolutions du Conseil économique et social

671 (XXV) A Création d'une Commission économique pour l'Afrique

Sous-programme 3

Activités d'information et de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063

Résolutions de l'Assemblée générale

78/80 B Questions relatives à l'information : politique et activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information

Produits

11.11 On trouvera dans le tableau 11.1 les produits de portée générale retenus pour le programme.

Tableau 11.1

Produits de portée générale retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	4	3	4	4
Réunions ou séances :				
1. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1	1	1	1
2. Comité du programme et de la coordination	1	1	1	1
3. Cinquième Commission	1	1	1	1
4. Séances du Conseil économique et social sur les questions relatives au développement de l'Afrique	1	1	1	1
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	6	6	6	6
5. Cycle de conférences sur l'Afrique	5	5	5	5
6. Journée de l'Afrique au forum politique de haut niveau pour le développement durable	1	1	1	1
Publications (nombre de publications)	1	1	1	1
7. Document final du Cycle de conférences sur l'Afrique	1	1	1	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	1	3	3	3
8. Fiches d'information et autres documents techniques pris en compte dans les débats du Cycle de conférences sur l'Afrique	1	3	3	3
D. Activités de communication				
Plateformes numériques et contenu multimédia : un produit audio commun tous les trimestres sur des questions liées au développement durable en Afrique.				

Activités d'évaluation

- 11.12 L'évaluation finale du Bureau sur le renforcement des capacités des États Membres en matière d'élaboration et d'exécution de politiques pour la promotion d'une paix durable par la voie du développement durable est prévue en 2025.

Programme de travail

Sous-programme 1

Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063

Objectif

- 11.13 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir la mise en œuvre effective du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063, grâce à une intervention cohérente, intégrée et effective du système des Nations Unies, à une campagne mondiale de mobilisation et à un partenariat stratégique avec les États Membres africains et l'Union africaine.

Stratégie

- 11.14 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, le sous-programme permettra de faire ce qui suit :
- a) Servir de centre de coordination pour la Commission de l'Union africaine et ses agences au Siège ; appuyer le renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies et la Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales, l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et les autres communautés de l'Union africaine ; et contribuer au renforcement de la mise en œuvre du Cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;
 - b) Coordonner l'équipe spéciale interdépartementale chargée des questions pour l'Afrique et assurer le suivi de l'appui du système des Nations Unies au développement de l'Afrique, afin de promouvoir la planification et la programmation stratégiques dans le système des Nations Unies en Afrique, conformément aux priorités de l'Union africaine et des États Membres africains, inscrites dans l'Agenda 2063 et son deuxième plan décennal de mise en œuvre ;
 - c) Faire une analyse prospective des tendances, des problèmes et des perspectives qui apparaissent dans tous les domaines d'intérêt stratégique du programme, et faire des propositions pour tirer parti des perspectives et minimiser et atténuer les risques prévus, en particulier par la gestion des données et des connaissances, et favoriser les initiatives d'innovation générant un effet multiplicateur à l'appui du développement durable en Afrique ;
 - d) Évaluer les engagements pris en faveur du développement de l'Afrique, en conformité avec le Programme 2030 et l'Agenda 2063, en adoptant une approche par domaine thématique afin de repérer les problèmes et, le cas échéant, proposer des mesures correctives ;
 - e) Faciliter les délibérations intergouvernementales portant sur des questions liées au développement durable de l'Afrique et soutenir la participation des États Membres africains aux processus intergouvernementaux ;
 - f) Élaborer et appliquer des stratégies de communication et de mobilisation mondiale, en coordination avec les sous-programmes 2 et 3 à l'appui de l'Agenda 2063 ;

- g) Promouvoir des partenariats stratégiques avec les États Membres africains et les institutions de l'Union africaine, en mettant à profit les connaissances et les capacités de l'Organisation des Nations Unies par le truchement de la coopération technique avec les organismes, fonds et programmes de l'Organisation, dans le cadre d'initiatives et de projets phares.
- h) Mettre en place des programmes de bourses à l'intention de jeunes chercheurs africains et lancer de nouvelles initiatives avec des partenaires pour renforcer les capacités institutionnelles en matière d'analyse, d'élaboration et de suivi des politiques.

11.15 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Un renforcement de l'autonomie des États Membres africains de sorte qu'ils puissent mobiliser davantage de ressources pour le développement de l'Afrique et tirer parti de cet impact grâce à des données ciblées et à des politiques fondées sur des données factuelles ;
- b) Un renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et l'Union africaine et d'autres institutions africaines et une complémentarité accrue de leurs activités à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 ;
- c) Un appui plus cohérent et intégré du système des Nations Unies à l'Afrique face aux défis de développement du continent, qui tienne compte des lacunes existantes et tire parti des possibilités en définissant des priorités axées sur les résultats ayant un effet multiplicateur ;
- d) Un meilleur recentrage des débats intergouvernementaux sur les priorités des pays africains et de l'Union africaine et une meilleure intégration des perspectives africaines dans les décisions et débats mondiaux ;
- e) Une plus grande responsabilisation des parties prenantes dans la mise en œuvre des engagements pris dans l'Agenda 2063 et le Programme 2030 ;
- f) Une meilleure connaissance et compréhension par la communauté internationale des points de vue de l'Union africaine et des réalités et priorités des pays africains.

Exécution du programme en 2023

Des modes de financement novateurs pour une paix et un développement durables

- 11.16 En 2022, 63 % des pays africains étaient soit à haut risque soit en surendettement, la dette publique collective s'élevant à 655,59 milliards de dollars. Cette situation a fortement limité la marge de manœuvre budgétaire permettant d'utiliser les ressources pour le développement durable et les services publics essentiels. Lorsque les fonds sont détournés au profit du service de la dette, il est difficile de fournir des services de manière efficace, inclusive et transparente, ce qui porte atteinte à la légitimité de l'État, à la cohésion sociale et à la paix. Pour aider les pays africains à relever ce défi, entre 2021 et 2022, dans le cadre du sous-programme, une méthode d'ensemble a été adoptée pour la programmation des repas scolaires, qui va au-delà de l'accent mis habituellement sur la nutrition, la santé, l'égalité des genres et l'éducation. Cette nouvelle méthode prend en compte les énergies renouvelables, l'adaptation au climat et la création de moyens de subsistance qui, combinés à la mobilisation de ressources nationales, peuvent avoir un effet multiplicateur qui dégage une marge de manœuvre budgétaire, favorise la présence de l'État et encourage la confiance dans les institutions. Sur cette lancée, on a renforcé les activités de sensibilisation et, en 2023, des partenariats ont été établis pour faire de la conversion de dettes un mécanisme de financement novateur en réorientant le service de la dette vers le développement des programmes nationaux de repas scolaires, favorisant ainsi la paix, le développement et la réalisation des objectifs de développement durable.
- 11.17 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 11.2).

Tableau 11.2
Mesure des résultats

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>
Les repas scolaires comme outil de consolidation de la paix et de la résilience dans les communautés touchées par un conflit armé, grâce à l'initiative « Un stylo contre une arme » mise en place par la Coalition pour l'alimentation scolaire, en collaboration avec le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique	Une augmentation notable de la participation à la Coalition pour l'alimentation scolaire, passée de 23 à 29 pays africains	Cinq demandes émanant d'États africains souhaitant bénéficier d'un appui pour élaborer leurs propres initiatives de mobilisation de ressources nationales

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : mesures prises en faveur d'un bouquet énergétique équilibré à l'appui des objectifs de développement durable

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 11.18 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à augmenter le nombre d'États africains élaborant des propositions pour la constitution d'un bouquet énergétique permettant de réaliser l'accès à l'énergie pour tous en Afrique, cinq pays ayant établi des stratégies nationales de production d'hydrogène à faibles émissions de carbone et 18 pays élaborant les leurs, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 11.19 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 11.3).

Tableau 11.3
Mesure des résultats

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>	<i>2024 (résultat escompté)</i>	<i>2025 (résultat escompté)</i>
Les États Membres ont adopté un plan d'action global pour réaliser l'accès à l'énergie pour tous d'ici à 2030	Les États membres de l'Union africaine ont adopté la position commune africaine sur l'accès à l'énergie et la transition énergétique juste	Cinq pays africains (Afrique du Sud, Algérie, Égypte, Maroc et Namibie) ont mis en place des stratégies nationales de production d'hydrogène à faibles émissions, tandis que 18 autres pays sont en train d'élaborer les leurs	Les États Membres progressent dans la recherche de possibilités de financement pour un bouquet énergétique équilibré et les priorités en matière d'adaptation aux changements climatiques, comme il est indiqué dans leur plan national de développement et d'accès universel à l'énergie	Les États Membres africains tirent efficacement parti des possibilités de financement en poussant des mesures d'efficacité énergétique, tout en progressant dans l'utilisation de leurs ressources minérales critiques pour le développement durable local et en faisant une contribution tangible à la transition énergétique mondiale

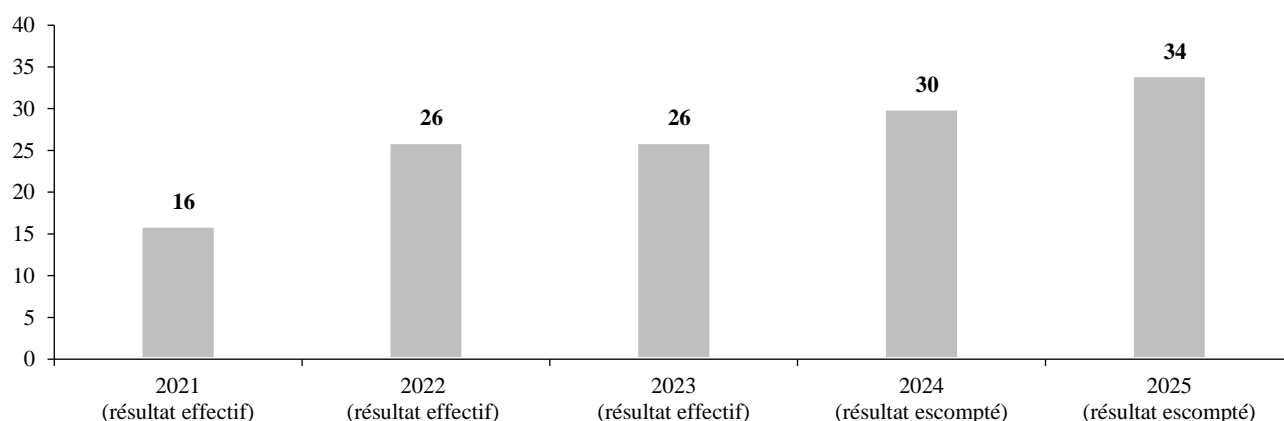
Résultat 2 : des systèmes nationaux solides à l'appui du développement, de la cohésion sociale, de la paix et de la stabilité en Afrique

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 11.20 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 26 États africains adoptent une approche de la transformation numérique du secteur public à l'échelle de l'ensemble de l'administration, mais n'a pas permis d'atteindre la cible fixée, à savoir 28 États africains. Il n'a pas été possible de déterminer si la cible avait été atteinte, car les données disponibles les plus récentes datent de 2022 et le prochain ensemble de données est attendu en 2024.
- 11.21 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 11.I).

Figure 11.I

Mesure de performance : nombre total d'États africains ayant adopté une approche de la transformation numérique du secteur public à l'échelle de l'ensemble de l'administration (valeurs cumulées)



Résultat 3 : des solutions numériques pour transformer les systèmes financiers et gérer la dette en Afrique

Projet de plan-programme pour 2025

- 11.22 L'architecture financière mondiale actuelle, associée à des taux d'intérêt élevés, entraîne un fort endettement des États africains, qui limite leur marge de manœuvre budgétaire, bloquant ainsi leur capacité à allouer des ressources à des secteurs essentiels et à des initiatives de développement durable. Comme il est indiqué dans les supports de connaissances du sous-programme, la dématérialisation des services publics chargés de la collecte de l'impôt peut créer des gains d'efficacité, réduire la charge de mise en conformité et élargir l'assiette fiscale. Seuls 60 % environ des États africains disposent actuellement de systèmes électroniques de déclaration d'impôts ou de douanes et la mauvaise mobilisation des ressources nationales (mesures d'incitation fiscale inutiles ou dépenses publiques inefficaces) fait perdre au moins 116 milliards de dollars au continent.

Enseignements tirés et changements prévus

- 11.23 L'enseignement tiré est le suivant : les États africains doivent s'efforcer d'adopter des solutions numériques aux fins de la collecte de l'impôt. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on encouragera la collaboration et la coordination entre les principales parties prenantes, y compris la Commission de l'Union africaine, afin d'établir une coalition pour la mobilisation des ressources nationales, qui aidera les pays du continent à trouver les moyens d'améliorer la collecte de l'impôt et les dépenses grâce à la technologie et aux solutions numériques.

11.24 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 11.4).

Tableau 11.4
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le Groupe des États d'Afrique a approuvé la proposition du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique d'accorder une priorité stratégique à la mobilisation de ressources nationales en tant qu'élément essentiel du financement du développement en Afrique	La Conférence des ministres de la CEA est préoccupée par le fait que les vulnérabilités de la dette du continent ont été exacerbées par l'insuffisance de la mobilisation des ressources intérieures [résolution 982 (LIV)]	L'Assemblée générale a adopté des recommandations précises pour faire avancer la mobilisation des ressources nationales et débloquent des financements pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (résolution 78/262)	La Commission de l'Union africaine met en place une coalition pour la mobilisation de ressources nationales, qui pousse les États membres africains à élaborer des stratégies visant à réduire le surendettement du continent et accroître leur marge de manœuvre budgétaire	Les membres de cette coalition adoptent un plan d'action contre les dépenses publiques et les mesures d'incitation fiscale inefficaces, la manipulation des prix commerciaux et les déficiences de l'administration fiscale, en tirant parti des solutions numériques pour renforcer les systèmes nationaux de mobilisation des ressources

Produits

11.25 On trouvera dans le tableau 11.5 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 11.5
Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	4	4	3	4
1. Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur le développement de l'Afrique	1	1	1	1
2. Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité sur la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique	1	1	1	1
3. Rapport biennal du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur l'examen de la concrétisation des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique	1	1	—	1
4. Rapport du Secrétaire général au Comité du programme et de la coordination sur l'appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	3	3	3	3
5. Séances de l'Assemblée générale	3	3	3	3

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
B. Création et transfert de connaissances				
Projet sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	–	–	–	1
6. Programme de bourses à l'intention des jeunes chercheurs africains, destiné à renforcer leurs capacités de recherche, d'analyse et de sensibilisation	–	–	–	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	10	12	12	12
7. Ateliers sur les questions relatives au développement durable, à la paix et à la sécurité en Afrique	4	4	6	6
8. Séminaires du réseau de recherche	6	8	6	6
Publications (nombre de publications)	6	6	20	22
9. Sur le développement durable de l'Afrique, y compris le financement du développement, la promotion d'une paix durable, la gouvernance, la résilience et le capital humain, la science, la technologie et l'innovation, l'industrialisation, et l'énergie et l'action climatique	6	6	20	22
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	30	30	11	11
10. Sur le développement durable de l'Afrique, y compris le financement du développement, la promotion d'une paix durable, la gouvernance, la résilience et le capital humain, la science, la technologie et l'innovation, l'industrialisation, et l'énergie et l'action climatique	30	30	10	10
11. Cours de formation en ligne sur les liens entre la paix et le développement	–	–	1	1
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations et coordination au niveau stratégique avec les institutions de l'Union africaine ; consultations sur le plan de travail annuel axé sur les résultats pour l'équipe spéciale interdépartementale chargée des questions relatives à l'Afrique ; communication de conseils et de propositions de politiques fondés sur des faits et des données aux responsables des Nations Unies et aux États Membres africains, notamment des notes d'information mensuelles consacrées aux tendances, à la prospective et à l'analyse des politiques, ainsi que des réunions d'information trimestrielles et des documents à l'appui de la participation des États Membres africains aux processus intergouvernementaux ; et organisation d'activités de mobilisation axées sur la hiérarchisation des propositions de politique générale visant à soutenir le programme de transformation de l'Afrique (groupes d'études, tables rondes et manifestations parallèles pendant le forum de la jeunesse du Conseil économique et social, le forum politique de haut niveau pour le développement durable et d'autres grandes conférences des Nations Unies), à l'intention d'environ 200 participants (gouvernements et universitaires) pour chaque activité, et au moins quatre vidéos.				
Bases de données et supports numériques : centres de connaissances en ligne avec des versions numériques des travaux du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique dans au moins quatre langues officielles des Nations Unies ; base de données du mécanisme des Nations Unies chargé d'assurer le suivi ; données sur l'action de l'Organisation des Nations Unies en Afrique mises à disposition pour compléter les rapports établis par le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique dans le cadre de son mandat ; base de données de groupes de réflexion et d'organisations non gouvernementales africaines ; et tableaux de bord nationaux en ligne pour les membres africains du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : activités de sensibilisation (initiative Africa Youth Voices), et campagnes d'information, au moyen de matériel audiovisuel sur des questions clés ayant une incidence sur le développement durable de l'Afrique.				
Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse, conférences de presse et dialogues avec les médias sur des questions liées au développement durable, à la paix et à la sécurité, et aux droits humains en Afrique.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : site Web et médias sociaux du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique avec un contenu actualisé dans au moins quatre langues officielles des Nations Unies ; documents multimédias dans toutes les langues officielles des Nations Unies ; et produits de communication et multimédias qui répondent aux normes complètes d'accessibilité du Bureau.				

Sous-programme 2**Coordination régionale de l'appui des Nations Unies à la mise en œuvre intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063****Objectif**

- 11.26 L'objectif auquel le sous-programme contribue consiste à accélérer la mise en œuvre intégrée de l'Agenda 2063 et du Programme 2030 grâce à la cohérence de l'action du système des Nations Unies et à la collaboration, et à renforcer les capacités des organes et des entités de l'Union africaine, en particulier de la Commission de l'Union africaine, de l'Agence de développement de l'Union africain-NEPAD et des communautés économiques régionales, aux niveaux régional et sous-régional.

Stratégie

- 11.27 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on fera ce qui suit :
- a) Mener des travaux de recherche et d'analyse sur les priorités de l'Union africaine et les questions transfrontalières pertinentes au regard de la transformation et de l'intégration régionales de l'Afrique, et en publier les résultats dans les cinq sous-régions de l'Afrique ;
 - b) Fournir une assistance technique et des services consultatifs au titre de l'Agenda 2063 et du Programme 2030, en tenant compte des cadres de coopération entre l'ONU et l'Union africaine et des priorités stratégiques de l'Union africaine, notamment du deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 ;
 - c) Soutenir l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD dans le cadre des priorités continentales et du programme de développement de l'Afrique, en collaboration avec les sous-programmes 1 et 2, et renforcer la capacité des entités sous-régionales à formuler des stratégies cohérentes pour la mise en œuvre intégrée des priorités de développement des communautés économiques régionales et des organisations intergouvernementales, en collaboration avec les sous-programmes de la CEA ;
 - d) Mener des activités dans le cadre de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique, en collaboration avec les coalitions conjoncturelles et thématiques, pour promouvoir la cohérence de l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine, au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et aux équipes de pays des Nations Unies en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 et du Programme 2030 ;
- 11.28 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Un soutien plus grand et plus efficace de l'Organisation des Nations Unies à l'Union africaine et à ses priorités de développement figurant dans l'Agenda 2063 ;
 - b) L'élaboration et la réalisation par les États Membres de leurs priorités nationales de développement, alignées sur les cadres mondiaux et régionaux de développement durable.

Exécution du programme en 2023**Renforcement de la collaboration entre l'ONU et l'Union africaine pour accélérer la mise en œuvre intégrée de l'Agenda 2063 et du Programme 2030**

- 11.29 L'Agenda 2063, qui doit être réalisé sur une période de cinquante ans, est la déclaration des objectifs communs que l'Afrique s'est fixés pour une croissance inclusive et durable. Pour atteindre ces objectifs de manière efficace et coordonnée, l'Union africaine a élaboré un premier plan décennal de mise en œuvre couvrant la période 2014-2023. Cette période étant achevée, il était temps d'évaluer les progrès accomplis par rapport aux objectifs, aux cibles et aux indicateurs fixés. Élément

central des travaux du groupe de travail technique de l'Union africaine et de l'ONU sur l'élaboration et le suivi du premier plan décennal, le sous-programme, a permis de contribuer activement à cette évaluation par l'examen des dossiers, l'analyse des rapports de consultation nationale et l'élaboration de parties du rapport d'évaluation sur les domaines thématiques de l'intégration régionale, de la macroéconomie et des changements climatiques, et sur les leçons tirées du premier plan décennal. Le Conseil exécutif de l'Union africaine a validé les principales conclusions et recommandations de l'évaluation. Ces recommandations ont également été prises en compte dans l'élaboration en février 2024 du deuxième plan décennal de mise en œuvre par les chefs d'État de l'Union africaine.

11.30 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 11.6).

Tableau 11.6
Mesure des résultats

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>
L'Union africaine a approuvé les objectifs, la portée et la méthodologie de l'évaluation du premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063	Le groupe de travail technique multipartite a entrepris la collecte et l'analyse de données et élaboré des rapports nationaux	Les recommandations issues de l'évaluation du premier plan décennal de mise en œuvre ont été validées par l'Union africaine et prises en compte dans l'élaboration du deuxième plan décennal, qui couvre la période 2024-2033

Résultats escomptés pour 2025

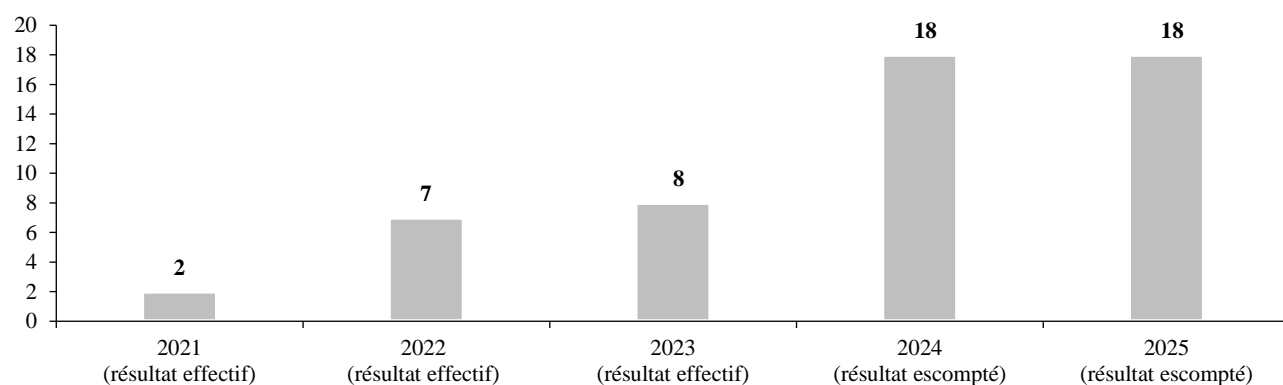
Résultat 1 : action renforcée des pays africains en matière d'accès à l'énergie et d'adaptation aux changements climatiques

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 11.31 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'élaboration d'une autre stratégie régionale pour promouvoir l'accès à l'énergie et l'adaptation aux changements climatiques, d'où un total de huit stratégies, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir six stratégies.
- 11.32 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 11.II).

Figure 11.II

Mesure des résultats : nombre total de stratégies nationales et régionales élaborées pour promouvoir l'accès à l'énergie et l'adaptation aux changements climatiques (valeurs cumulées)



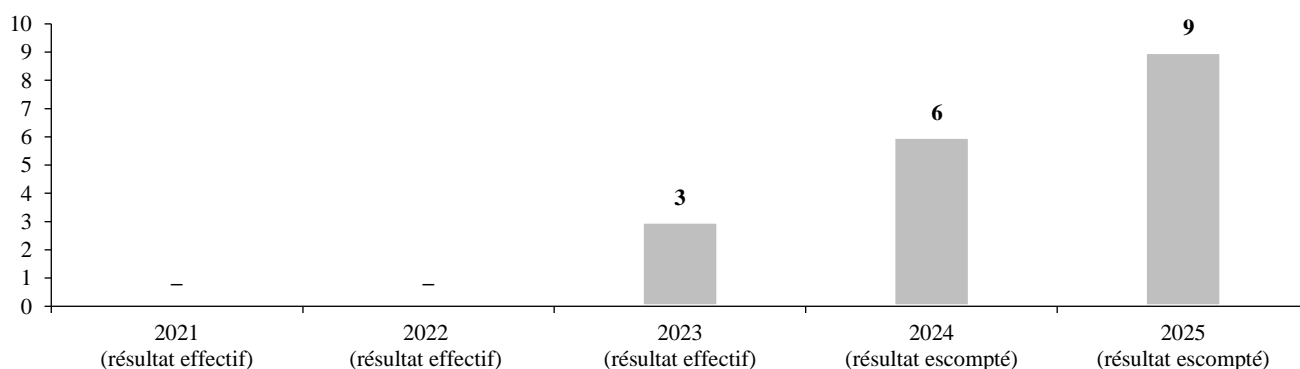
Résultat 2 : action menée pour accélérer la réalisation du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 aux niveaux régional, sous-régional et national grâce à une approche intégrée

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 11.33 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'adoption de trois initiatives intégrées au niveau régional visant à accélérer la réalisation du Programme 2030 et de l'Agenda 2063, ce qui a permis d'atteindre cible fixée.
- 11.34 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 11.III).

Figure 11.III

Mesure de performance : nombre total d'initiatives intégrées adoptées par les autorités nationales ou infranationales ou au niveau régional pour accélérer les progrès dans la réalisation du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 (valeurs cumulées)



Résultat 3 : stratégies à long terme pour la gestion de la dette en Afrique

Projet de plan-programme pour 2025

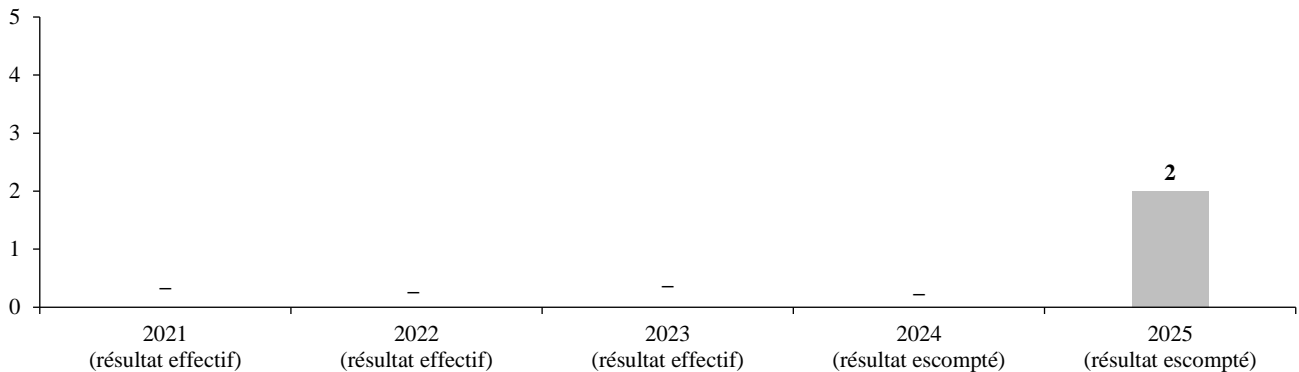
- 11.35 Depuis 2010, la dette de l'Afrique a augmenté d'environ 187 %, alors que le produit intérieur brut (PIB) n'a progressé que d'environ 43 % sur la même période. Le ratio dette/PIB de 18 pays étant supérieur à 70 %, la plupart d'entre eux risquent de se retrouver en situation de surendettement ou le sont déjà. Le remboursement de la dette a pris le pas sur les dépenses consacrées aux services

sociaux tels que la santé, l'éducation et le développement, la plupart des pays consacrant une part plus importante de leurs recettes (qui sont déjà faibles, à 16,6 % du PIB) au paiement des intérêts.

Enseignements tirés et changements prévus

- 11.36 L'enseignement tiré est le suivant : il est nécessaire d'aider les États membres de la CEA à élaborer des stratégies à plus long terme pour gérer la dette, étant donné que, dans de nombreux pays, la politique budgétaire prévoit principalement des interventions à court terme visant à réduire le déficit fiscal et ne tient pas suffisamment compte de la soutenabilité de la dette à moyen ou à long terme. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on fournira des conseils politiques et une assistance technique pour promouvoir une approche plus stratégique de la politique budgétaire, guidée par une stratégie à plus long terme comprenant des objectifs de dette qui intègrent les arbitrages entre la soutenabilité de la dette et les objectifs de développement. Dans le cadre du sous-programme, des études seront menées pour évaluer la capacité de service de la dette et l'incidence de la dette sur le développement, et des dialogues et des ateliers techniques organisés, en partenariat avec l'Union africaine et ses institutions.
- 11.37 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 11.IV).

Figure 11.IV
Mesure des résultats : nombre d'États membres de la Commission économique pour l'Afrique qui élaborent des stratégies à plus long terme pour gérer la dette de manière intégrée



Produits

11.38 On trouvera dans le tableau 11.7 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 11.7
Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	3	3	3	4
Rapports :				
1. Appui fourni par l'ONU aux programmes de l'Union africaine et du NEPAD à l'intention de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	1	1	1	1

Titre IV Coopération internationale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
2. Session annuelle de la plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique (organe d'experts)	1	1	1	1
3. Séminaire-retraite de la plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique et du secrétariat conjoint (organe d'experts)	1	1	1	2
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	11	11	18	16
4. Réunion de la Conférence des ministres	1	1	1	1
5. Forum régional africain pour le développement durable	1	1	1	1
6. Séminaire-retraite de la plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique et du secrétariat conjoint	1	1	8	6
7. Réunions sur le développement des capacités et les partenariats liés à l'Agenda 2063 et au Programme 2030	8	8	8	8
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	1	–	2	1
8. Sur l'Union africaine et ses institutions, y compris l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	1	–	2	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	8	2	4	9
9. Ateliers sur la dette, le climat et l'énergie	8	2	4	9
Publications (nombre de publications)	5	2	4	4
10. Rapport d'activité de la plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique	1	1	1	1
11. Rapport d'activité sur les cadres et initiatives de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies	1	1	1	–
12. Sujets spécifiques aux travaux de la plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique	1	–	–	–
13. Agenda 2063 et Programme 2030	1	–	1	–
14. Sujets concernant les organes et entités de l'Union africaine	1	–	1	–
15. Sur des sujets liés au développement de l'Afrique, tels que la dette, l'énergie et les changements climatiques	–	–	–	3
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	3	2	2	3
16. Sur les questions de développement en Afrique, notamment la dette, le climat et l'énergie	1	–	1	2
17. Sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme 2030	2	2	1	1
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs sur demande des États membres de la CEA, de la Commission de l'Union africaine, de l'Agence de développement de l'Union africaine (NEPAD) ou des communautés économiques régionales, sur la mise en œuvre intégrée de l'Agenda 2063 et du Programme 2030 ; et mobilisation en faveur du renforcement des capacités à l'appui de l'Union africaine dans le cadre du partenariat ONU-Union africaine.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : brochures, livrets et célébrations et commémorations de manifestations spéciales et expositions.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : site Web au contenu actualisé sur les activités du sous-programme.				

Sous-programme 3

Activités d'information et de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063

Objectif

- 11.39 L'objectif auquel le sous-programme contribue est le suivant : amener le grand public à mieux comprendre les questions de développement de l'Afrique, qu'elles soient d'ordre économique, politique ou social, et lui fournir des informations lui permettant de se mobiliser en leur faveur.

Stratégie

- 11.40 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, le sous-programme permettra de faire ce qui suit :
- a) Élaborer des plans de communication de portée mondiale sur des questions prioritaires touchant l'Afrique, notamment en mobilisant un soutien, en Afrique et ailleurs, en faveur de l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD, et de la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et aussi à l'appui des travaux des sous-programmes 1 et 2 et de leurs stratégies de sensibilisation. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la section Afrique du Département de la communication globale et dans le droit fil de la nouvelle stratégie de communication globale ;
 - b) Produire et publier des contenus de communication externe, notamment par le truchement des plateformes numériques d'Afrique Renouveau, d'avis aux médias et d'autres documents d'information à l'usage des médias externes, tant africains qu'internationaux, et fournir un appui en matière de communication externe au Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique ;
 - c) Produire ou traduire certains contenus dans des langues telles que le français et le swahili.
- 11.41 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir le résultat suivant : mieux faire connaître les principales questions thématiques de l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD et d'autres questions liées au relèvement économique et au développement durable en Afrique.

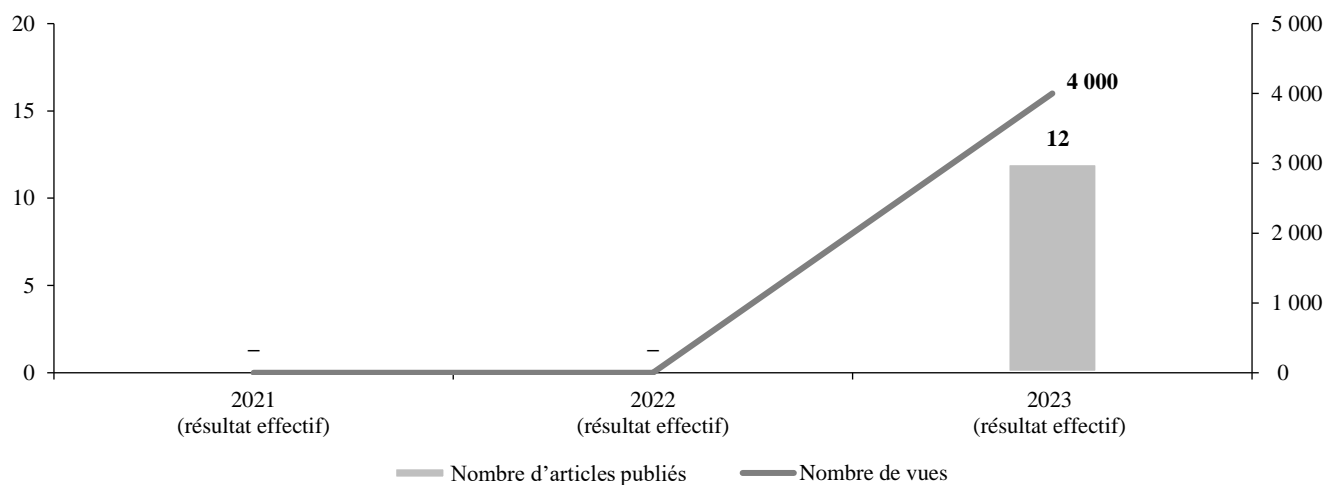
Exécution du programme en 2023

Faire connaître au public les défis et les possibilités en matière de développement durable en Angola

- 11.42 L'initiative « Transforming4Trade » se concentre sur les piliers stratégiques du développement socioéconomique, notamment l'agriculture et le secteur de la création. Dans le cadre du sous-programme, l'initiative « Transforming4Trade » en Angola a fait l'objet d'une nouvelle série qui a été l'occasion de souligner le soutien de l'ONU aux activités de développement durable en Angola. Lancée en Angola sous le nom de programme « Trade for Trade II », l'initiative vise à contribuer à réorienter les politiques de développement et les partenariats du pays vers le renforcement de ses capacités de production et la transformation de son économie. La couverture comprenait une série spéciale de 12 articles, une édition spéciale du bulletin d'information et une page web dédiée à l'ensemble de la série. L'initiative « Transforming4Trade » a déjà été présentée sur le site d'Afrique Renouveau, mais l'exemple de l'Angola est nouveau. La page a été consultée plus de 4 000 fois en français et en anglais et une édition spéciale du magazine a été créée au format numérique et diffusée en anglais et en portugais auprès des parties prenantes et des faiseurs d'opinion partout en Angola.
- 11.43 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 11.V).

Figure 11.V

Mesure des résultats : nombre de consultations des articles publiés sur l'initiative « Transforming4Trade » en Angola



Résultats escomptés pour 2025

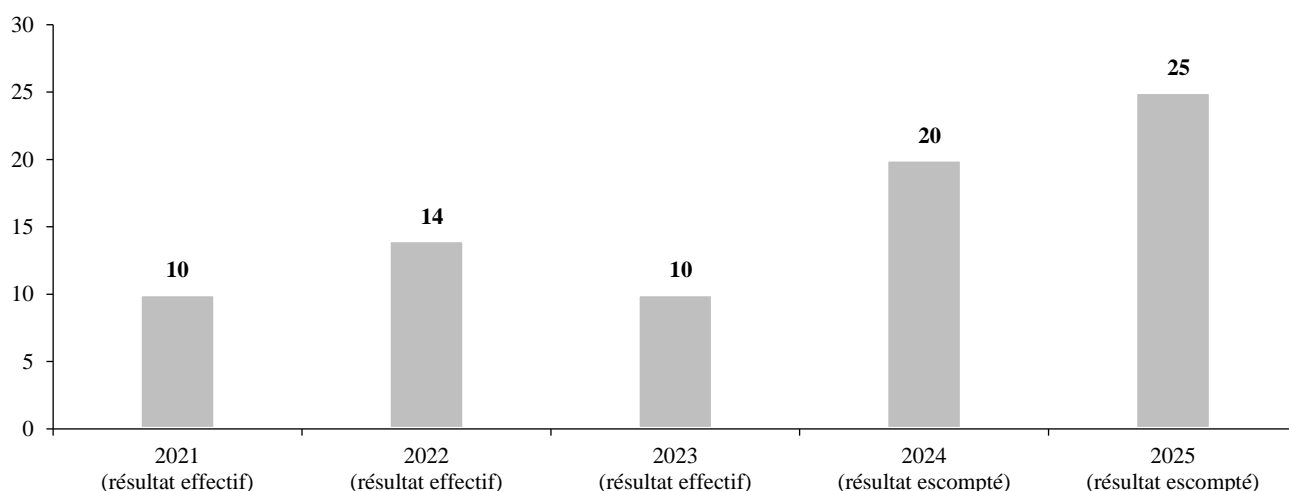
Résultat 1 : amplification dans la sphère publique de l'opinion de l'Afrique sur les questions liées aux changements climatiques et à l'énergie

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 11.44 Nombre d'articles publiés Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a permis de présenter 10 expertes africaines dans Afrique Renouveau, ce qui n'a pas permis d'atteindre la cible fixée, à savoir 14 expertes africaines, du fait des ressources réduites qui ont limité la capacité à générer plus de contenu numérique. Des contenus sont en cours d'élaboration pour 2024 et 2025.
- 11.45 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 11.VI).

Figure 11.VI

Mesure des résultats : nombre d'expertes africaines du climat et de l'énergie citées, publiées ou interviewées dans Afrique Renouveau, par an



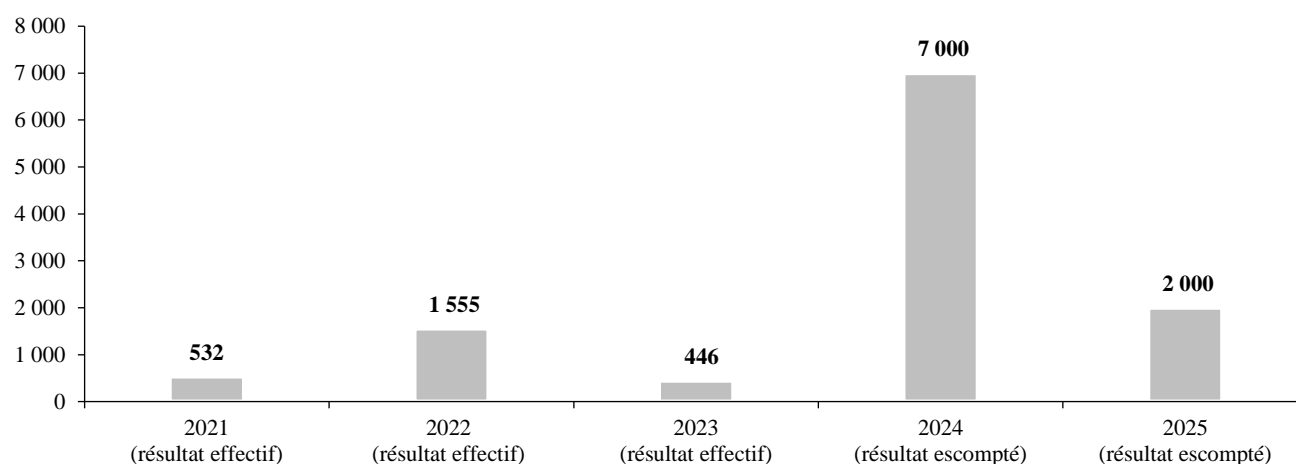
Résultat 2 : meilleure sensibilisation du grand public aux questions de paix et de sécurité en Afrique

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 11.46 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à la publication de 25 articles (9 170 pages vues et 446 écoutes, mais n'a pas permis d'atteindre la cible fixée, à savoir 3 500 écoutes, en raison de retards dans le lancement prévu d'un nouveau site web doté de la technologie nécessaire pour héberger le contenu.
- 11.47 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 11.VII).

Figure 11.VII

Mesure des résultats : nombre d'écoutes de reportages audio d'Afrique Renouveau sur les questions de paix et de sécurité, par an



Résultat 3 : échanges avec le grand public concernant le fardeau de la dette de l'Afrique et les solutions potentielles

Projet de plan-programme pour 2025

- 11.48 Il est essentiel de sensibiliser le public aux questions liées au fardeau de la dette de l'Afrique pour favoriser des débats éclairés, promouvoir une gouvernance responsable et préconiser des solutions durables de sorte à relever les défis liés à la dette et accompagner les aspirations du continent en matière de développement. Dans le cadre du sous-programme, on travaillera en collaboration avec les sous-programmes 1 et 2 et l'Union africaine pour mieux faire connaître les défis et les solutions potentielles concernant le problème de la dette de l'Afrique.

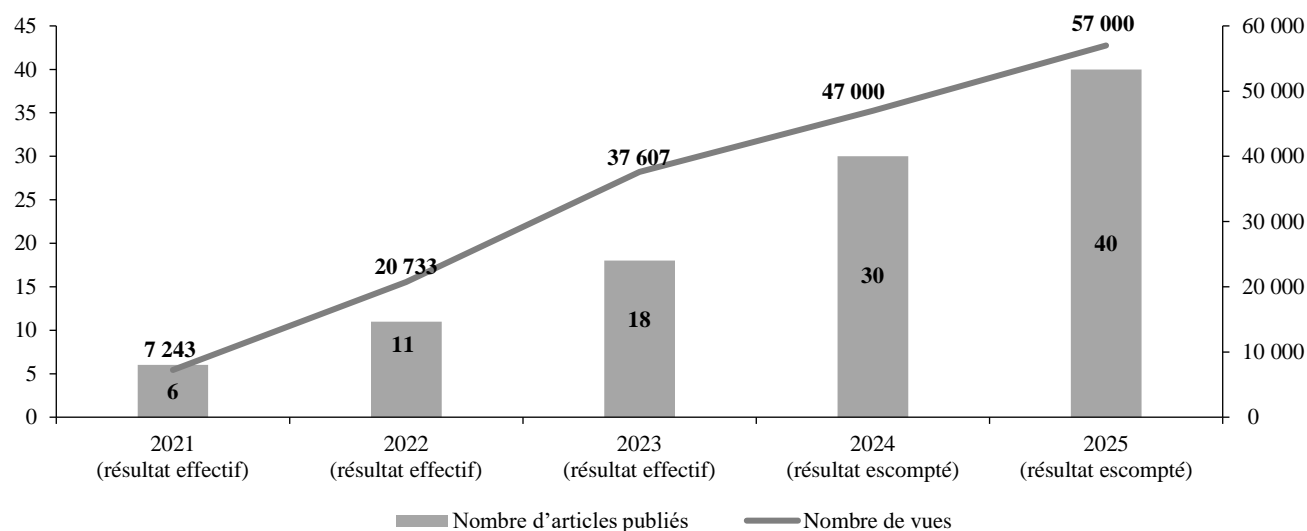
Enseignements tirés et changements prévus

- 11.49 L'enseignement tiré est le suivant : mieux identifier les contributeurs et mieux collaborer avec eux afin d'élargir la portée et l'impact de la plateforme Afrique Renouveau et d'adapter le contenu à l'audience numérique. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on se concentrera sur la production d'histoires et de contenus numériques tout en tirant parti d'une écosphère de communication de plus en plus mobile et numérique à travers le continent, afin de mieux sensibiliser le grand public au fardeau de la dette de l'Afrique, qui est un défi à relever pour parvenir à un avenir durable. On s'efforcera également de renforcer la communication avec les milieux universitaires et les partenaires médiatiques afin de mieux faire connaître le potentiel et les réussites des économies du continent et les défis qu'elles doivent relever.

11.50 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 11.VIII).

Figure 11.VIII

Mesure des résultats : davantage d'échanges avec le grand public sur le fardeau de la dette de l'Afrique et les solutions potentielles, par an



Produits

11.51 On trouvera dans le tableau 11.8 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 11.8

Sous-programme 3 : produits retenus pour 2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : partenariats avec environ 25 éditeurs et rédacteurs des principaux médias d'Afrique et d'ailleurs, des établissements d'enseignement, des organisations de la société civile et des communautés créatives, appelés à mettre en relief les contenus d'Afrique Renouveau aux fins d'une plus large diffusion ; quatre webinaires avec des organisations de jeunes ; produits de communication externe, concernant notamment le Cycle de conférences annuel sur l'Afrique, la Commission de la condition de la femme, le forum de la jeunesse du Conseil économique et social et les manifestations de premier plan de l'Assemblée générale et de l'Union africaine ; contributions aux travaux de la plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique et de l'équipe spéciale interdépartementale chargée des questions relatives à l'Afrique ; et promotion des initiatives et campagnes internationales, régionales et locales qui favorisent ou infléchissent le développement économique et social de l'Afrique.

Relations extérieures et relations avec les médias : tables rondes avec les médias ; contenu adapté à certains médias intéressés par le développement de l'Afrique, à des fins de syndication ou de citation, ou désireux d'inclure dans leurs propres supports des informations pertinentes concernant l'appui apporté par le système des Nations Unies à l'Afrique ; et initiatives et campagnes internationales, régionales et locales en faveur du développement économique et social de l'Afrique ou ayant un impact sur lui ; documents d'information, y compris les avis aux médias.

Plateformes numériques et contenu multimédias : produits numériques et contenu écrit et audio pour les plateformes numériques d'Afrique Renouveau, y compris le site Web, les comptes de médias sociaux, les bulletins d'information mensuels et une application pour téléphone mobile.

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Vue d'ensemble

- 11.52 Dans sa résolution [76/245](#), l'Assemblée générale a souscrit à la recommandation par laquelle le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait, dans son rapport portant la cote [A/76/7](#), prié le Secrétaire général d'évaluer les effets de la réorganisation du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique et de lui faire rapport à ce sujet à sa soixante-dix-neuvième session. En application de la résolution [77/262](#), le Bureau a en outre procédé à un examen des dépenses dans le projet de budget-programme pour 2025.
- 11.53 Il convient de rappeler que le Bureau a entrepris une vaste réforme afin d'optimiser l'exécution de son mandat. Il a adopté une approche fondée sur trois piliers, à savoir : la planification stratégique, les réformes fonctionnelles et structurelles et l'amélioration de la gestion des ressources humaines. Il s'agit là d'une approche globale visant à remédier aux problèmes stratégiques et structurels et aux problèmes de gestion, de capacités et de culture du travail, comme indiqué ci-après.
- 11.54 La planification stratégique a contribué de manière décisive à définir la direction du programme 9 et a favorisé l'harmonisation de celui-ci avec les priorités de l'Afrique en matière de développement. Un programme stratégique a été établi et adopté en décembre 2020 ; il était axé sur six domaines sectoriels¹ et était fondé sur une approche de la gestion axée sur les résultats. Il a permis de mettre en place un cadre solide pour la planification et l'évaluation des progrès accomplis, qui a été utilisé lors des ateliers annuels de planification, ce qui a facilité la définition collaborative des objectifs tout en favorisant une harmonisation stratégique entre les entités. Les budgets-programmes présentés entre 2022 et 2025 en témoignent dans la mesure où l'accent est mis sur un seul élément pour chaque nouveau résultat dans les trois sous-programmes. En outre, le Bureau a adopté une approche axée sur la chaîne de valeur, ainsi qu'un mode de travail et un dispositif de contrôle de la qualité qui améliorent sans cesse l'exécution et la qualité de ses supports de connaissances et initiatives. Depuis 2022, ces éléments ont été regroupés dans la planification annuelle axée sur les résultats et il a été fait en sorte que l'établissement du budget coïncide avec le cycle du budget-programme pour optimiser l'allocation des ressources.
- 11.55 Les réformes fonctionnelles et structurelles ont permis de rationaliser les opérations du Bureau et d'optimiser son efficacité organisationnelle. La mise en place de structures claires, la reconfiguration des services et la redéfinition de certains emplois proposés et approuvés dans le cadre du budget-programme de 2022 ont permis d'assurer une répartition efficace du travail et de combler les lacunes recensées par le Bureau des services de contrôle interne. En outre, la création de la composante Direction exécutive et gestion a permis d'améliorer la coordination et les services d'appui, notamment dans les domaines de la gestion des données, de la communication stratégique, de la planification, de l'établissement du budget, du suivi et de l'évaluation, ce qui a contribué à optimiser davantage l'exécution du programme. En 2023, le Bureau a adopté une stratégie relative aux communications et aux données afin d'ouvrir la voie au développement des services y afférents, en s'inspirant des meilleures pratiques suivies par le Département de la communication globale et le Bureau de l'informatique et des communications.
- 11.56 Les améliorations apportées dans le domaine de la gestion des ressources humaines, notamment le rattachement des plans de travail individuels au programme de travail du Bureau et la mise en place d'un nouveau dispositif d'évaluation des performances, ont montré combien la gestion des ressources humaines était essentielle à la bonne exécution des activités. Afin de promouvoir une approche transparente et objective de la gestion de la performance, les données de planification et de suivi provenant de la solution intégrée de planification, de suivi et de communication de l'information (IPMR) sont utilisées pour compléter le cycle de gestion de la performance basé sur Inspira. À cela s'ajoute un plan d'apprentissage global axé sur le développement des compétences

¹ Financement du développement ; paix et sécurité gouvernance et capital humain ; science, technologie et innovation ; industrialisation et Zone de libre-échange continentale africaine ; énergie et action climatique.

essentielles décrites dans les cinq axes de changement de l'initiative ONU 2.0, en particulier en ce qui concerne l'analyse des données et des politiques, qui a favorisé le perfectionnement du personnel.

- 11.57 Les trois piliers de la réforme ont non seulement permis de réduire les doubles emplois et d'accroître l'impact des activités menées, mais aussi d'augmenter la productivité, transformant ainsi le contexte opérationnel du Bureau. Le suivi régulier de l'exécution du programme à l'aide des applications Umoja, notamment la solution IPMR pour l'exécution des produits et le module Business Planning and Consolidation (BPC) pour l'exécution du budget, a contribué à améliorer le contrôle et la prise de décision fondée sur des données probantes, ce qui a éclairé l'élaboration du budget-programme. Comme indiqué dans les budgets-programmes pour 2023, 2024 et 2025, le Bureau a pris des mesures pour réajuster les hypothèses en fonction des résultats effectifs et de l'exécution du budget lors des exercices antérieurs dans le but d'optimiser l'utilisation des ressources et d'améliorer les résultats escomptés.
- 11.58 En ce qui concerne l'examen des dépenses, plusieurs mesures ont été prises pour optimiser l'utilisation des ressources existantes et examiner la performance financière en faisant participer les gestionnaires de programme. Dans un souci de coordination et de contrôle continus, des réunions trimestrielles sont organisées pour que les responsables des sous-programmes se coordonnent et des réunions hebdomadaires se tiennent pour chaque sous-programme afin d'assurer une coordination et une supervision sans discontinuité au niveau de l'unité administrative. Ces cadres facilitent le contrôle, la communication d'informations et la prise de mesures correctrices par les gestionnaires en ce qui concerne l'exécution du programme et l'allocation des crédits. Ils servent également à échanger des informations sur le plan-programme et le budget annuels. Un point mensuel sur l'exécution du budget et les conclusions des évaluations trimestrielles de l'exécution globale du programme sont présentés à la direction pour l'aider à prendre des décisions. Des éléments de l'examen des dépenses actuel ont été inscrits à l'ordre du jour de ces réunions, bonne pratique qui se poursuivra. Compte tenu du renforcement des capacités du personnel dans les domaines de la planification, des données et de l'analyse politique, le budget prévu au titre des consultants a été réduit et consacré en priorité à des initiatives stratégiques, telles que la mise en œuvre prévue en 2025 des éléments techniques de la stratégie pour l'exploitation des données du Bureau. De même, les solutions technologiques telles que les logiciels et les applications basées sur le cloud étant davantage utilisées pour le traitement des données, le Bureau dispose de nouvelles capacités, en particulier en ce qui concerne la collecte et l'analyse des données. Cela résulte d'un nouvel examen de la réforme du Bureau mené après l'amélioration de l'intégration des activités de la direction exécutive et de l'administration et de celles menées dans le cadre des trois sous-programmes. Plus particulièrement, l'appui en matière de communication apporté au programme est l'occasion de réaffecter des postes, comme dans le cas d'un poste d'agent(e) des services généraux (Autres classes) qui serait réaffecté et dont le (la) titulaire assumerait la fonction d'assistant(e) graphiste au Groupe de la gestion stratégique tout en exerçant des fonctions administratives relevant de la composante Direction exécutive et administration. La réaffectation proposée créerait des synergies en permettant la mise en place de deux axes de travail communs entre la composante Direction exécutive et administration et le sous-programme 3 à l'appui de l'ensemble du programme. En outre, le Bureau a poursuivi de bonnes pratiques en appliquant les enseignements tirés de l'expérience, qui mettent l'accent sur l'exploitation de la technologie et des solutions numériques pour le travail quotidien, ce qui a permis de réduire au minimum les besoins en papeterie et fournitures de bureau, d'où une diminution des crédits prévus pour les fournitures et accessoires de bureau. Les ressources ont été réorganisées pour financer le remplacement du matériel et du mobilier devenu inutilisable qui avait été recensé dans le cadre d'inventaires annuels des équipements et des logiciels. En outre, les améliorations apportées à la planification et à l'organisation d'événements en privilégiant des modalités hybrides et virtuelles reposant sur les outils de visioconférence ont permis de réduire les crédits demandés au titre des experts et d'accroître le rayonnement du Bureau auprès des parties prenantes par l'intermédiaire de plateformes numériques. La réduction des crédits demandés pour les experts au titre du sous-programme 1 permet au Bureau de faire face à la demande accrue liée à la mise en place d'une coalition pour la mobilisation des ressources nationales et à l'augmentation

des frais de voyage au titre de la direction exécutive et de l'administration, tandis que l'augmentation des ressources proposées pour les experts au titre du sous-programme 2 pour accélérer la collaboration entre les partenaires et les experts est compensée par la diminution des ressources nécessaires au titre des services contractuels en raison du plan de partage des coûts convenu pour les activités afférentes à la plateforme de collaboration régionale. Malgré l'augmentation du produit afférent aux supports de connaissance, le Bureau est parvenu à moins recourir aux services de publication assistée par ordinateur et de traduction, ce qui a permis de réduire les crédits demandés au titre des services contractuels. Le Bureau a alors tiré parti de ces produits dans le cadre de ses fonctions de relais des connaissances et de conseil, renforçant ainsi l'approche à valeur ajoutée adoptée pour le programme.

- 11.59 Les effets des mesures prises sont manifestes lorsque l'on examine les données disponibles concernant le site Web du Bureau, qui montrent que la participation a augmenté dans trois catégories par rapport à 2022 et 2023 : le nombre d'utilisateurs du site est passé de 8 112 à 36 876, le nombre de pages vues, de 26 971 à 86 036, et le nombre de téléchargements PDF, de 1 802 à 3 237. En particulier, l'augmentation de 80 % du nombre de téléchargements PDF témoigne d'un intérêt grandissant pour les supports de connaissances du Bureau, ce qui l'aide à exercer ses fonctions de suivi, de coordination, de sensibilisation et de conseil. En élaborant le projet de budget pour 2025, le Bureau a retenu cette hypothèse et a introduit de nouveaux éléments comme l'innovation en matière de politiques, la collaboration avec le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et la mise en place d'un programme de bourses pour les jeunes africains, qui favoriseront l'exécution du mandat du Bureau quant au fond et d'un point de vue qualitatif.
- 11.60 On trouvera dans les tableaux 11.9 à 11.11 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte.

Tableau 11.9

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	2023 (dépenses effectives) ^a	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Postes	7 515,7	8 253,5	–	142,1	–	142,1	1,7	8 395,6
Autres dépenses de personnel	57,9	203,7	–	–	(2,4)	(2,4)	(1,2)	201,3
Dépenses de représentation	–	1,7	–	–	–	–	–	1,7
Consultants	116,1	113,4	–	–	(14,1)	(14,1)	(12,4)	99,3
Experts	95,4	223,5	–	50,0	17,3	67,3	30,1	290,8
Voyages du personnel	268,0	192,4	–	60,0	8,1	68,1	35,4	260,5
Services contractuels	498,8	556,1	–	53,8	(14,9)	38,9	7,0	595,0
Frais généraux de fonctionnement	39,7	36,0	–	–	–	–	–	36,0
Fournitures et accessoires	–	4,9	–	0,4	(1,0)	(0,6)	(12,2)	4,3
Mobilier et matériel	35,5	17,0	–	4,6	7,0	11,6	68,2	28,6
Subventions et contributions	67,0	10,3	–	312,3	–	312,3	3 032,0	322,6
Total	8 694,0	9 612,5	–	623,2	–	623,2	6,5	10 235,7

^a Les montants présentés dans ce tableau et dans les suivants ne sont pas définitifs et peuvent faire l'objet d'ajustements qui pourraient entraîner des différences mineures entre les informations figurant dans le présent rapport et les états financiers qui seront publiés d'ici au 31 mars 2024.

Tableau 11.10

Vue d'ensemble : postes proposés et changements relatifs aux postes pour 2025

(Nombre de postes)

	<i>Nombre</i>	<i>Informations sur les postes</i>
Effectif approuvé pour 2024	44	1 SGA, 1 D-2, 2 D-1, 6 P-5, 10 P-4, 13 P-3, 1 P-2/1, 1 G(1°C), 8 G(AC), 1 AL
Créations	2	1 P-2 et 1 G(AC) au titre de la composante Direction exécutive et administration
Réaffectations	–	1 G(AC) au titre de la composante Direction exécutive et administration (poste d'assistant(e) administrative qui deviendrait un poste d'assistant(e) graphiste)
Effectif proposé pour 2025	46	1 SGA, 1 D-2, 2 D-1, 6 P-5, 10 P-4, 13 P-3, 2 P-2/1, 1 G(1°C), 9 G(AC), 1 AL

Tableau 11.11

Vue d'ensemble : postes proposés, par catégorie et par classe

(Nombre de postes)

Catégorie et classe	Effectif approuvé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1					1
D-2	1					1
D-1	2					2
P-5	6					6
P-4	10					10
P-3	13					13
P-2/1	1			1	1	2
Total partiel	34					35
Agents des services généraux et des catégories apparentées						
G(1°C)	1					1
G(AC)	8			1	1	9
AL	1					1
Total partiel	10					11
Total	44					46

11.61 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans les tableaux 11.12 à 11.14 et dans la figure 11.IX.

11.62 Comme le montrent les tableaux 11.12 1) et 11.13 1), les ressources proposées pour 2025 s'élèvent globalement à 10 235 700 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation de 623 200 dollars (6,5 %) par rapport au budget approuvé pour 2024. La variation entre dans la catégorie Nouveaux mandats. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Note : les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et figures : AL = agent(e) local(e) ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

Tableau 11.12

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par source de financement, composante et sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements					2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
A. Direction exécutive et administration	1 669,9	2 061,2	–	493,2	12,4	505,6	24,5	2 566,8
B. Programme de travail								
1. Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063	4 723,5	5 118,5	–	130,0	(12,4)	117,6	2,3	5 236,1
2. Coordination régionale de l'appui des Nations Unies à la mise en œuvre intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063	892,6	1 096,1	–	–	–	–	–	1 096,1
3. Activités d'information et de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063	1 408,0	1 336,7	–	–	–	–	–	1 336,7
Total partiel (B)	7 024,1	7 551,3	–	130,0	(12,4)	117,6	1,6	7 668,9
Total partiel (1)	8 694,0	9 612,5	–	623,2	–	623,2	6,5	10 235,7

2) *Ressources extrabudgétaires*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (estimations)	Changements		Pourcentage		2025 (prévisions)
A. Direction exécutive et administration	149,6	587,9			(146,9)	(25,0)	441,0
B. Programme de travail							
1. Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063	37,2	168,1			1,9	1,1	170,0
2. Coordination régionale de l'appui des Nations Unies à la mise en œuvre intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063	–	–			–	–	–

Titre IV Coopération internationale pour le développement

Composante/sous-programme	2023	2024	Changements	Pourcentage	2025
	(dépenses effectives)	(estimations)			(prévisions)
3. Activités d'information et de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063	–	–	–	–	–
Total partiel (B)	37,2	168,1	1,9	1,1	170,0
Total partiel (2)	186,8	756,0	(145,0)	(19,2)	611,0
Total (1+2)	8 880,8	10 368,5	478,2	4,6	10 846,7

Tableau 11.13

Vue d'ensemble : postes proposés pour 2025, par source de financement, composante et sous-programme

(Nombre de postes)

 1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	Effectif approuvé pour 2024	Changements				Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	
A. Direction exécutive et administration	12	–	2	–	2	14
B. Programme de travail						
1. Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063	20	–	–	–	–	20
2. Coordination régionale de l'appui des Nations Unies à la mise en œuvre intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063	5	–	–	–	–	5
3. Activités d'information et de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063	7	–	–	–	–	7
Total partiel (B)	32	–	–	–	–	32
Total (1)	44	–	2	–	2	46

Tableau 11.14

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

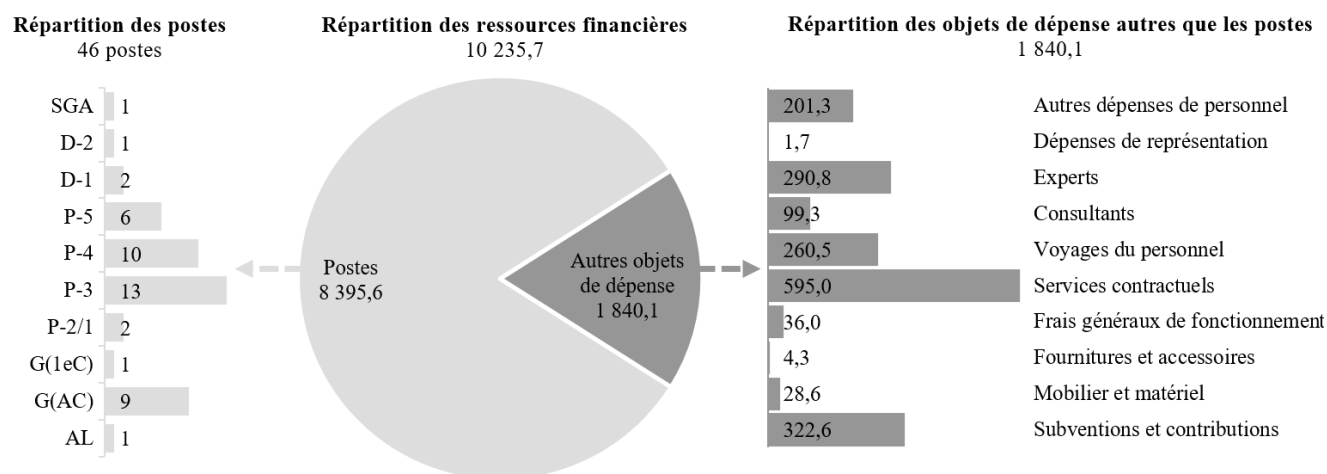
	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	7 515,7	8 253,5	—	142,1	—	142,1	1,7	8 395,6
Autres objets de dépense	1 178,3	1 359,0		481,1	—	481,1	35,4	1 840,1
Total	8 694,0	9 612,5	—	623,2	—	623,2	6,5	10 235,7

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		34	–	1	–	1	2,9	35
Agents des services généraux et des catégories apparentées		10	–	1	–	1	10,0	11
Total		44	–	2	–	2	4,5	46

Figure 11.IX

Répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Explications concernant les variations, par facteur, composante et sous-programme****Récapitulatif des changements relatifs aux ressources****Nouveaux mandats et mandats élargis**

- 11.63 Comme le montre le tableau 11.12 1), les changements entraînent une augmentation de 623 200 dollars, compte tenu de la résolution 78/263 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de présenter une proposition concernant la mise en place d'un programme de bourses pour les jeunes africains au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York afin de renforcer les capacités institutionnelles en matière d'analyse, d'élaboration et de suivi des politiques, sous la coordination du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique et de mettre en place, avec le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, une initiative pour le renforcement de la gouvernance électronique en Afrique au moyen de l'innovation en matière de politiques et du recours aux technologies porteuses de transformation. Aux fins de l'exécution des activités prescrites, des ressources seraient allouées à la composante Direction exécutive et administration et au sous-programme 1 comme suit :

- a) **Direction exécutive et administration.** À l'appui du programme de bourses pour les jeunes africains, une augmentation de 493 200 dollars servirait à financer : i) l'allocation mensuelle, les frais de voyage (entrée en fonctions et rapatriement), l'indemnité de départ et le paiement de l'assurance médicale pour un premier groupe de 10 boursiers, pour une période de six mois allant de juillet à décembre 2025 (312 300 dollars au titre des subventions et contributions) ; ii) la création de deux postes [1 P-2 et 1 G(AC)], dont les titulaires gèreraient le programme de bourses et apporteraient un appui global dans ce cadre, notamment en menant des activités d'information et de coordination, sous la supervision de la Secrétaire générale adjointe, compte tenu du grand nombre de candidatures escompté (142 100 dollars au titre des postes et 8 800 pour les autres objets de dépenses associés aux nouveaux postes). On trouvera à l'annexe II du présent rapport une définition d'emploi détaillée pour les deux postes. En outre, une augmentation de 30 000 dollars permettrait de financer les voyages qu'effectuerait le personnel pour collaborer avec le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et les missions de haut niveau que dirigerait la Secrétaire générale adjointe aux fins de la mise en œuvre de l'initiative.
- b) **Sous-programme 1 (Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063).** Une augmentation de 130 000 dollars servirait à financer la mise en œuvre de l'initiative avec le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, plus précisément : i) les voyages des hauts fonctionnaires africains qui participeraient aux ateliers régionaux visant à renforcer les capacités de la structure d'appui du Mécanisme (50 000 dollars au titre des experts) ; ii) les voyages qu'effectuerait le personnel pour organiser les ateliers et apporter un appui dans le cadre des missions menées par la Secrétaire générale adjointe à l'appui du Mécanisme (30 000 au titre des voyages du personnel) ; iii) les services de traduction et d'interprétation pour les ateliers (50 000 dollars au titre des services contractuels).

Autres changements

11.64 Comme le montre le tableau 11.12 1), l'effet combiné des changements proposés est nul, ce qui s'explique comme suit :

- a) **Direction exécutive et administration.** L'augmentation nette de 12 400 dollars tient à une augmentation de 18 400 dollars au titre des voyages du personnel découlant du transfert proposé d'un poste du sous-programme 1 afin de répondre aux plus grands besoins associés à la mise en place de la coalition pour la mobilisation des ressources nationales et à la plus forte demande de services consultatifs exécutifs, augmentation en partie compensée par une diminution de 6 000 dollars au titre des consultants étant donné que l'on aura davantage recours à des capacités internes ;
- b) **Sous-programme 1 (Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063).** La diminution nette de 12 400 dollars tient à une diminution de 18 400 dollars au titre des voyages du personnel, découlant du transfert proposé d'un poste à la composante Direction exécutive et administration, comme expliqué ci-dessus, et à une diminution de 1 000 dollars au titre des fournitures et du matériel, découlant de l'utilisation croissante des ressources numériques, diminutions en partie contrebalancées par une augmentation de 7 000 dollars au titre du mobilier et du matériel, des ordinateurs portables arrivant à expiration en 2025 devant être remplacés.

Ressources extrabudgétaires

11.65 Comme le montre le tableau 11.12 2), les ressources extrabudgétaires, d'un montant de 611 000 dollars, s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront à financer des objets de dépense autres que les postes à l'appui d'initiatives mises en place en 2023 et 2024 au moyen de ressources extrabudgétaires, telles que le cours en ligne sur l'élaboration de stratégies de promotion d'une paix durable par la voie du développement durable, la collaboration avec des universitaires africains dans le cadre d'une conférence universitaire organisée par l'ONU et le Bureau de la conseillère spéciale

pour l'Afrique et la constitution d'un réseau devant permettre aux universitaires et aux décideurs d'échanger des supports de connaissance et d'en établir ensemble sur les questions prioritaires pour le continent africain.

- 11.66 Les ressources extrabudgétaires dont il est question ici sont placées sous le contrôle de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, à qui le Secrétaire général a délégué des pouvoirs.

Direction exécutive et administration

- 11.67 La composante Direction exécutive et administration comprend le Bureau de la Secrétaire générale adjointe et le Groupe de la gestion stratégique.

- 11.68 Les principales attributions de la composante Direction exécutive et administration sont les suivantes :

- a) représenter le programme et faciliter l'interaction entre les trois sous-programmes et d'autres entités et parties prenantes ;
- b) contribuer et faciliter le débat mené par les États Membres, en particulier le Groupe des États d'Afrique, sur l'orientation stratégique du programme 9, et y participer ;
- c) élaborer une stratégie prospective pour les activités du programme 9 afin de répondre aux priorités émergentes et prévisibles des États Membres africains et de l'Union africaine ;
- d) coordonner la planification et le suivi des résultats du programme 9 et fournir une orientation stratégique pour la hiérarchisation des questions au sein du programme ;
- e) fournir des orientations stratégiques pour l'élaboration des politiques, orienter et assurer l'exécution du programme de travail du Bureau, grâce à une planification, à un suivi et à une évaluation continus des résultats des sous-programmes ;
- f) promouvoir la transparence, la coopération, les synergies et la cohérence entre les trois sous-programmes ;
- g) fournir des orientations pour l'intégration de l'analyse et de la gestion des données dans les activités du programme ;
- h) gérer toutes les questions administratives concernant le fonctionnement du Bureau et fournir un appui logistique et administratif aux fins de l'exécution du sous-programme 1 ;
- i) participer à l'examen et à la mise en œuvre de la réforme de l'ONU, en particulier en ce qu'elle a trait à l'amélioration de la cohérence de l'action du système des Nations Unies en faveur du développement en Afrique.

- 11.69 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier dans la cible 12.6, dans laquelle les organismes sont encouragés à donner des informations sur la durabilité dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution [72/219](#), le Bureau incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. Il continuera de réduire son empreinte carbone, notamment en utilisant les plateformes virtuelles de dialogue stratégique et d'interaction avec les parties prenantes, si possible, et en prenant des mesures pour limiter les déperditions d'énergie, en recyclant le matériel informatique obsolète et en sensibilisant le personnel.

- 11.70 On trouvera dans le tableau 11.15 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. Les délais ont été moins souvent respectés que prévu parce que la documentation nécessaire aux demandes de voyage a été reçue tardivement ou parce que de hauts fonctionnaires ont pris part à des délégations. Le Bureau continuera de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les demandes d'autorisation de voyage soient soumises en temps voulu.

Tableau 11.15
Respect des délais

	2021 (taux effectif)	2022 (taux effectif)	2023 (taux effectif)	2024 (taux prévu)	2025 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	–	–	25	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	50	47	10	100	100

11.71 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 2 566 800 dollars et font apparaître une augmentation de 505 600 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera aux paragraphes 11.63 a) et 11.64 a) des explications sur les changements proposés. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 11.16 et dans la figure 11.X.

Tableau 11.16
Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes

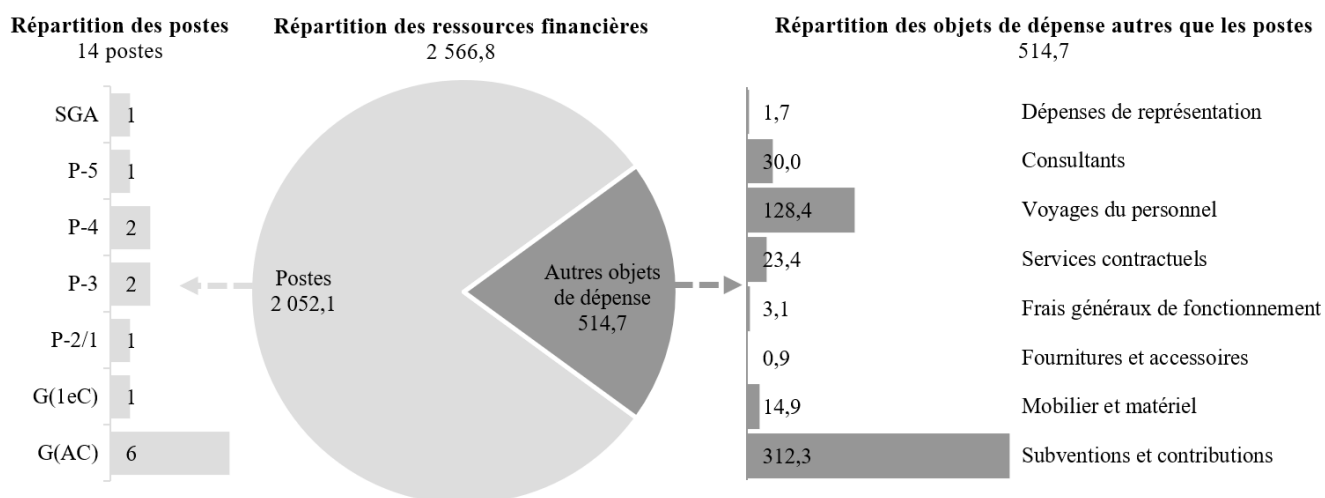
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements				2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 541,3	1 910,0	–	142,1	–	142,1	7,4	2 052,1
Autres objets de dépense	128,6	151,2	–	351,1	12,4	363,5	240,4	514,7
Total	1 669,9	2 061,2	–	493,2	12,4	505,6	24,5	2 566,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		6	–	1	–	1	16,7	7
Agents des services généraux et des catégories apparentées		6	–	1	–	1	16,7	7
Total		12	–	2	–	2	16,7	14

Figure 11.X

Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Programme de travail****Sous-programme 1****Gestion des données et des connaissances pour des politiques fondées sur des données factuelles et activités de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063**

11.72 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 5 236 100 dollars et font apparaître une diminution nette de 117 600 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera aux paragraphes 11.63 b) et 11.64 b) des explications sur les changements proposés. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 11.17 et dans la figure 11.XI.

Tableau 11.17

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

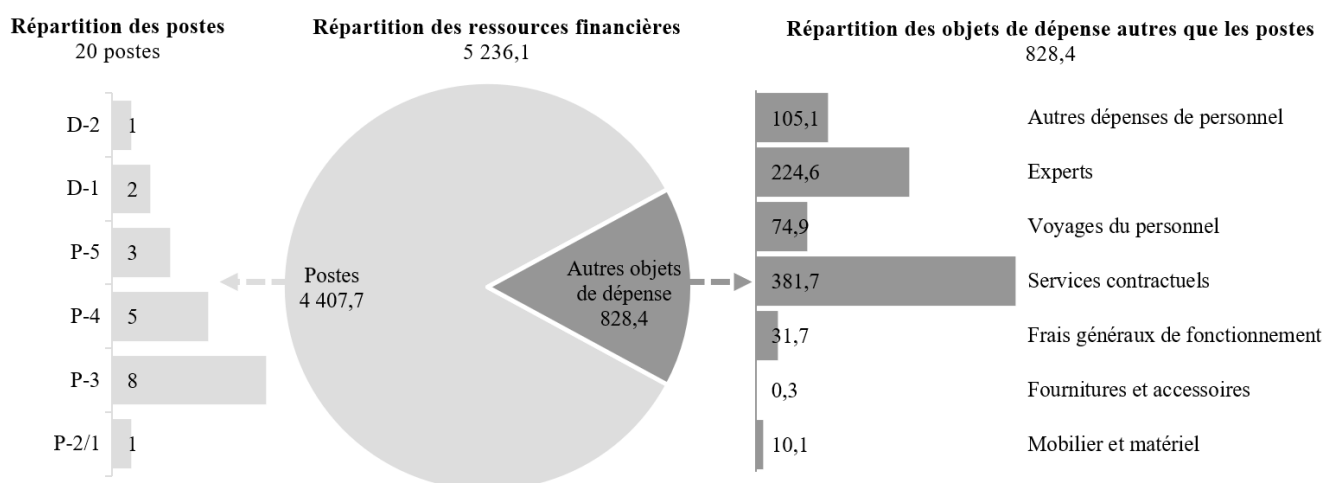
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	4 062,4	4 407,7	—	—	—	—	—	4 407,7
Autres objets de dépense	661,0	710,8	—	130,0	(12,4)	117,6	16,5	828,4
Total	4 723,4	5 118,5	—	130,0	(12,4)	117,6	2,3	5 236,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		20	—	—	—	—	—	20

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Agents des services généraux et des catégories apparentées		—	—	—	—	—	—	—
Total		20	—	—	—	—	—	20

Figure 11.XI

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 2

Coordination régionale de l'appui des Nations Unies à la mise en œuvre intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063

11.73 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 1 096 000 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 11.18 et dans la figure 11.XII.

Tableau 11.18

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

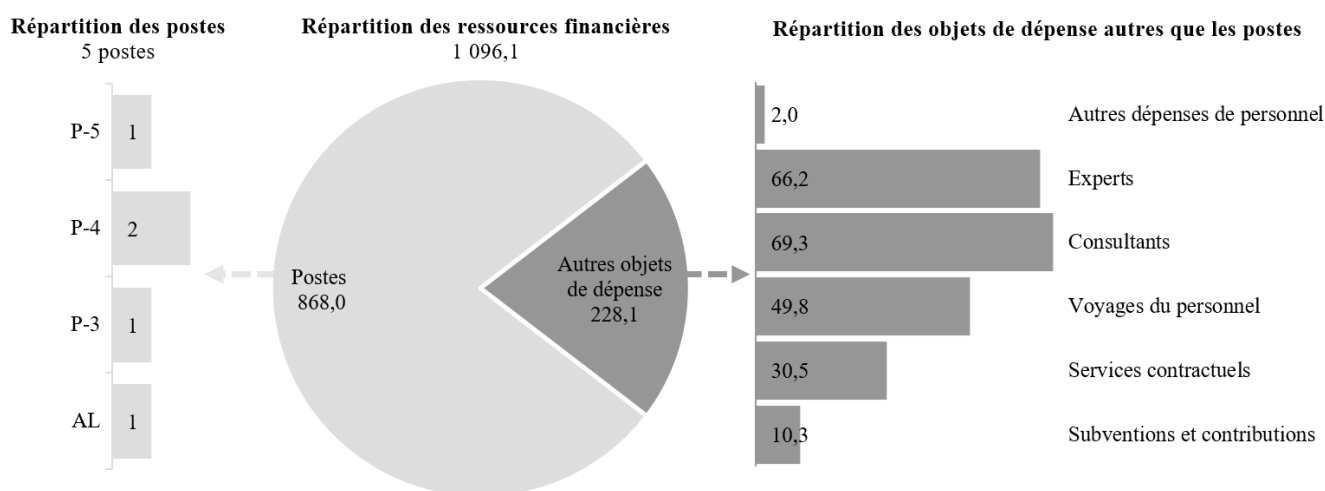
	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	708,9	868,0	—	—	—	—	—	868,0
Autres objets de dépense	183,1	228,1	—	—	—	—	—	228,1
Total	892,0	1 096,1	—	—	—	—	—	1 096,1

	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		4	—	—	—	—	—		4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		1	—	—	—	—	—		1
Total		5	—	—	—	—	—		5

Figure 11.XII

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Sous-programme 3****Activités d'information et de sensibilisation à l'appui de l'Agenda 2063**

- 11.74 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 1 336 700 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 11.19 et dans la figure 11.XIII.

Tableau 11.19

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 203,1	1 067,8	—	—	—	—	—	1 067,8

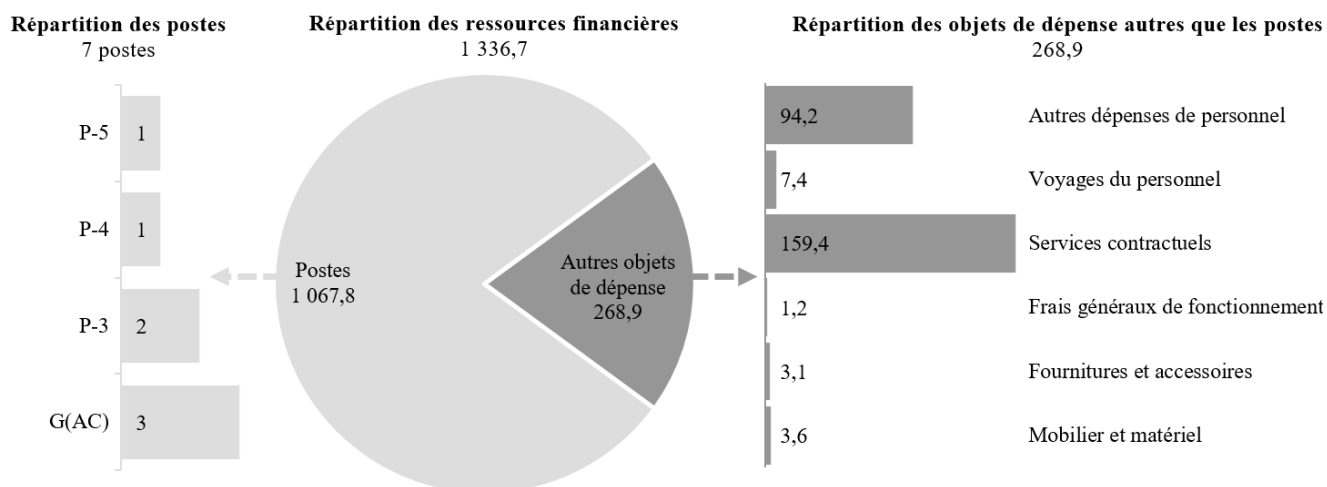
Titre IV Coopération internationale pour le développement

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Autres objets de dépense	204,9	268,9	–	–	–	–	–	268,9
Total	1 408,0	1 336,7	–	–	–	–	–	1 336,7
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		4	–	–	–	–	–	4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	–	–	–	–	–	3
Total		7	–	–	–	–	–	7

Figure 11.XIII

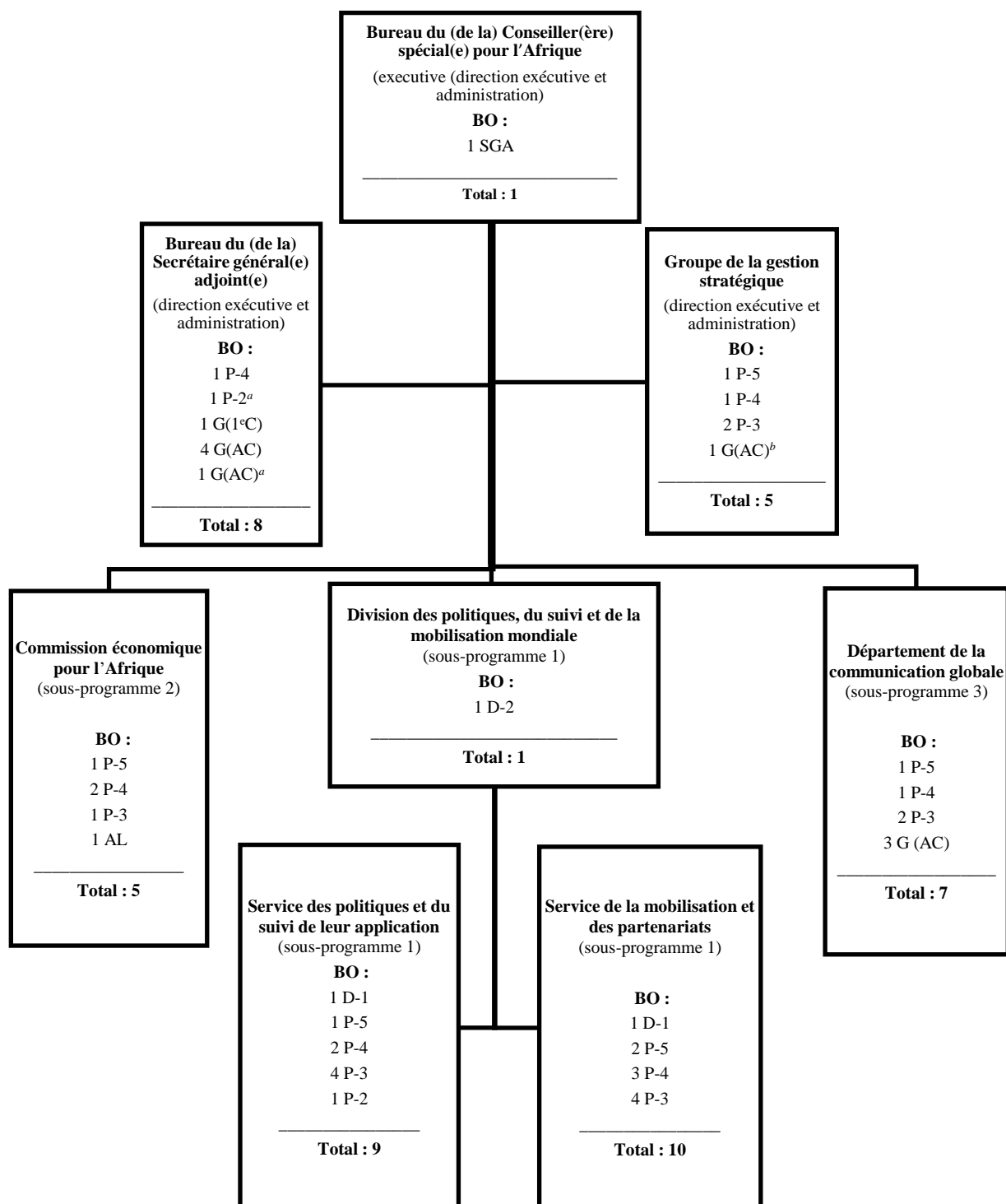
Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour 2025



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; BO = budget ordinaire ; G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

^a Création.

^b Réaffectation.

Annexe II

Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes

Composante/sous-programme	Postes	Classe	Description	Justification
Direction exécutive et administration	1	P-2	Création de 1 poste de fonctionnaire d'administration (adjoint(e) de 1re classe)	Le (la) fonctionnaire d'administration (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) serait chargé(e) de coordonner le programme de bourses, sous la supervision du (de la) Secrétaire général(e) adjoint(e). Il (elle) serait plus particulièrement responsable de la communication et de la gestion des partenariats avec : a) les entités de l'ONU, afin de recenser et de définir les possibilités de bourses d'études dans différents départements ; b) les donateurs, afin de mobiliser des fonds extrabudgétaires pour financer l'expansion du programme ; c) les institutions de l'Union africaine, pour recenser et définir les possibilités de prolongation de l'engagement de chaque boursier ou boursière à l'Union africaine ; d) les établissements universitaires, pour promouvoir le programme de bourses. Il (elle) serait également chargé(e) : a) d'établir la description des fonctions pour chaque bourse ; b) d'examiner l'adéquation des candidatures et de gérer les aspects administratifs de la sélection des boursiers, ainsi que de coordonner leur affectation avec les entités participantes ; c) d'élaborer et de coordonner le programme de développement des capacités des boursiers ; d) d'examiner le programme de travail des boursiers ; e) de contribuer à l'élaboration du budget-programme du Bureau pour ce qui est de la mise en œuvre du programme de bourses ; f) d'examiner et d'approuver le règlement des allocations ou d'autres dépenses afférentes au programme.
	1	G(AC)	Création de 1 poste d'assistant(e) (gestion des programmes)	L'assistant(e) (gestion des programmes) serait chargé(e) d'apporter un appui global dans le cadre du programme de bourses, ce qui supposerait notamment : a) de publier les offres de bourses ; b) de réceptionner les candidatures et de vérifier que les critères sont remplis ; c) de s'occuper des visas et des voyages ; d) de gérer le paiement mensuel des allocations et prestations ; e) de faciliter l'exécution du programme de travail des boursiers, notamment en apportant une assistance dans le cadre des recherches et de la collecte et de l'analyse des données, en préparant des présentations de données et en aidant à établir la version définitive des rapports ; f) de rédiger des courriers et de gérer la communication concernant la coordination du réseau de boursiers ; g) de tenir à jour les dossiers individuels de tous les boursiers ; h) de suivre l'utilisation des fonds et l'exécution du programme de travail ; i) d'établir les rapports trimestriels et annuels sur l'exécution du programme de bourses. Le (la) titulaire du poste apporterait l'appui voulu à la gestion du programme de bourses, compte tenu en particulier du nombre important prévu de candidatures.

Chapitre 11 Appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
	–	G(AC)	Réaffectation de 1 poste d'assistant(e) administratif(ve), qui deviendrait un poste d'assistant(e) graphiste	La proposition résulte de l'examen de la réforme du Bureau et fait suite à l'amélioration de l'intégration des activités de la direction exécutive et de l'administration et celles menées dans le cadre du sous-programme 3 pour ce qui est de l'appui à la communication relative au programme.

Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).